



Commission exécutive nationale mercredi 28 septembre et jeudi 29 septembre 2011.

Résumés d'intervention

Joël CHENET (SNUIPP-FSU)

La crise se poursuit. Les marchés financiers imposent des politiques d'austérité de plus en plus dures aux salariés, retraités, cassent les services publics. La croissance s'effondre aux USA comme en Europe. Les sénatoriales montrent que le régime est à bout de souffle. Même si les mesures pour augmenter la CSG des retraités, les 10 % sont reportées, le pouvoir d'achat des retraités est en baisse. Les minimas concernant les retraités ou personnes âgées sont largement sous le seuil de pauvreté.

Le report des mesures sur la perte d'autonomie sont inacceptables. Nous devons utiliser ce report pour débattre, populariser nos propositions. Il se félicite que le 6 octobre se prépare dans l'unité la plus large dans les départements. Nous devons ouvrir des perspectives pour poursuivre les mobilisations après le 6 octobre.

Stéphane BATIGNE (REGION RHONE-ALPES)

Sur la préparation du 6/10, les remontées des départements Rhône-Alpes montrent le travail unitaire engagé, plus large que les signataires de l'appel national y compris une confédération qui avait refusé de s'y joindre.

Sur la question du report sine die de la réforme de la prise en charge de la perte d'autonomie, c'est un effet de la résistance de l'ensemble des organisations syndicales, FGR, Associations, de celle aussi des collectivités locales, face aux projets initiaux. Pour autant, on ne peut s'en satisfaire, il reste plusieurs mois avant l'élection d'une nouvelle majorité et plutôt que de préjuger ce qu'elle sera et ce qu'elle décidera, il nous faut maintenir les actions unitaires pour que ce soit nos positions qui soient un jour retenues

Il faut donc modifier la résolution en ce sens.

Jacky BRENGOU (DELEGUEE NATIONALE)

Le dénigrement, la culpabilisation des salariés est de plus en plus systématique.

Le déficit de la sécurité sociale est dû pour le gouvernement à la fraude des assurés alors que l'essentiel du "trou" provient du non versement, par les entreprises, des cotisations sociales, cette fraude représente près de 18 milliards d'euros. La " dette " que nous creusons par nos inconséquences est surtout le résultat des choix gouvernementaux : les cadeaux fiscaux (paquet fiscal) et surtout les intérêts de la dette liés au recours au marché financier pour financer la dette.

Bernard BASSOT (DELEGUE CNRPA)

B.Bassot précise les conditions dans lesquelles le CA de la CNAV a émis un avis favorable au PLFSS 2011.

Il commente la journée nationale du CNRPA du 22 septembre 2011, à laquelle ont participé une vingtaine d'adhérents de la FGR représentant un Coderpa. Une partie des délégués des Coderpa a paru déçue du déroulement de cette réunion et il faudra en tirer les enseignements pour l'avenir. Le report d'une loi sur la perte d'autonomie a été vivement dénoncé, la déception étant manifeste après toutes les études menées.

Michel SOUFFLET (UNION SYNDICALE SNUI SUD TRESOR)

L'Union souhaite pour le 6 octobre 2 mots d'ordre un peu plus musclés sur la rigueur et la perte d'autonomie.

Rigueur + perte du pouvoir d'achat (taxe sur les mutuelles, déremboursement des médicaments) 14 % de nos concitoyens ne se soignent plus à cause des frais de santé.

Abandon et report du problème de la perte d'autonomie, motif il ne faut pas légiférer dans l'urgence, en fait il ne faut pas déplaire aux marchés financiers – risque pendant la période – forcing des assurances et des mutuelles, propositions : un tract FGR pour le 6 octobre sur la rigueur et le pouvoir d'achat à distribuer dans les manifs, lettre ouverte à la Ministre de la Santé : indignation relative au report et rappel de nos propositions.

Christiane MARTEL (REGION PACA)

Christiane MARTEL dit son accord avec l'analyse de l'actualité. Le plan anti-déficit est uniquement centré sur les économies (qui pèsent pour 2/3 sur les familles et les individus et 1/3 sur les entreprises), pas sur les recettes (emploi-fiscalité). A propos de la taxation des mutuelles, elle se réjouit de l'action de la FNMF et de la FGR en direction des parlementaires. Elle regrette que la Mutualité n'ait pas élargi le front du refus aux organisations syndicales. Elle regrette le renoncement du gouvernement sur le dossier perte d'autonomie, preuve d'un manque de courage politique pour proposer des solutions courageuses à ce problème sociétal. Selon elle, les organisations syndicales sont encore peu mobilisées sur ce dossier.

Jean PICCIOCCHI (REGION CORSE)

Exprime sa satisfaction concernant le changement au Sénat.

C'est un signe encourageant plus qu'une réelle victoire, le Sénat n'étant pas chargé d'organiser la révolution.

Concernant la mobilisation du 27/09 y voit au plan général un autre signe d'encouragement quant à la démarche unitaire. Toutefois la mobilisation, en Corse, était relativement faible en dépit de l'unité.

S'inquiète de l'absence d'évaluation des interventions auprès des élus. Certes cela sert à populariser nos positions mais rien quant au résultat. Cite l'exemple de la rencontre avec le président de l'exécutif de Corse qui s'est finalement traduite par une simple question au gouvernement en tant que député, initiative contre productrice dénoncée par la FGR au nom des organisations.

Christian STEENHOUDT (CE)

Discours politique du gouvernement utilise la crise pour justifier leur politique, pour justifier de continuer à être le recours. Les élections peuvent être révélatrices du désenchantement par l'abstention, par l'extrême droite. La fiscalité permettrait par une réforme importante de régler le problème de la dette, par contre se pose le problème de la mondialisation et des délocalisations. Et le contre discours politique a du mal à trouver une crédibilité pour changer de société, ce qui est pourtant indispensable. Concernant le déficit de la sécurité sociale, c'est aussi un problème de recette. Accepter le report du dossier dépendance, ce serait accepter le discours. Il faut refuser.

Robert MULLER (LORRAINE)

La Lorraine est inquiète de l'avenir de la FGR qui, en pleine campagne d'adhésions, continue à perdre des adhérents et ne représente que moins de 2 % des retraités de la Fonction publique qu'elle a vocation à représenter. Si l'on veut recruter de nouveaux retraités, il faut les séduire en changeant l'image de la FGR et être plus près de leurs préoccupations : pouvoir d'achat, réversion, protection sociale, maintien des services publics, solidarité active sur le terrain. Il est urgent de remettre en route la demande d'agrément de la FGR de représenter les usagers dans les CA des maisons de retraite et d'organiser dans les départements des visites de personnes âgées isolées. Enfin, il serait utile de penser à la représentation des adhérents directs dans nos instances.

Gille BRIGEON (PAYS DE LOIRE)

A été frustré par l'organisation de la journée du CNRPA où tout a été fait pour museler l'expression des CODERPA. S'interroge sur les glissements sémantiques dépendance – perte d'autonomie – fragilité... et redoute qu'ils masquent un désengagement politique... et budgétaire.

Déplore la "sanitarisation" des discours, regards sur les retraités !